

Editorial

Course contre la crise

Le monde vient de traverser 60 jours qui ont ébranlé la planète finance. Il entre dans une nouvelle période de 60 jours à hauts risques : ceux qui nous séparent de l'installation à la Maison Blanche du nouveau président américain. Car l'onde de choc de la crise financière n'attendra pas l'entrée en fonctions, et en action, de Barak Obama pour continuer à faire de très sérieux dégâts.

La course contre la crise ne fait, en effet, que commencer. Hier, ce sont les patrons des plus grandes entreprises industrielles européennes, réunis à Istanbul, qui ont jugé la situation « *extrêmement dangereuse* » et appelé les gouvernements du Vieux Continent à une relance budgétaire d'urgence pour soutenir la demande. L'alarme n'est pas moindre de l'autre côté de l'Atlantique : l'immobilier y est sinistré, General Motors, Ford et Chrysler, fleurons décatés de l'automobile américaine, sont au bord de la faillite, et Wall Street supprime des emplois par dizaines de milliers.

Le premier ministre australien, Kevin Rudd, a bien résumé, lors de la réunion du G20 à Washington le week-end dernier, ce que chacun constate chaque jour : financière hier, la crise est économique aujourd'hui et sera sociale demain. Voire politique, tant est soumise à rude épreuve la crédibilité des principaux dirigeants mondiaux.

Ceux-ci viennent de franchir deux obstacles : en septembre-octobre, ils n'ont pas éteint, mais au moins contenu tant bien que mal l'incendie financier ; à Washington, ils ont affiché leur détermination à « *travailler ensemble pour restaurer la croissance mondiale* », tracé les grandes lignes de cette coopération et fixé le cahier des charges et le calendrier d'une réforme des systèmes financiers mondiaux. Cela reste à démontrer, mais c'était encore impensable il y a trois mois, qui plus est en associant à cette démarche les géants en puissance que sont la Chine, l'Inde ou le Brésil.

Reste le plus délicat : restaurer la confiance, des investisseurs comme des consommateurs, sans laquelle la relance de la croissance demeurera un vain mot. Quand des pans entiers des économies sont en danger, quand l'emploi et le pouvoir d'achat sont menacés dans les pays développés, quand la survie des pays les plus pauvres est en jeu, l'urgence est absolue. Sauf à prendre le risque d'incontrôlables crispations. ■